



CHEMIN Carole –

*Chargée de mission – Référente Gestion des Ressources en Eau /
Structure – pS Eau*

Carole.chemin@pseau.org

Co-organisé par



En partenariat avec



D'a Désertif' Actions

2026



6^{ème} édition

Améliorer la gestion multi
acteur des ressources en eau.

Co-organisé par



Nations Unies
Convention sur la lutte
contre la désertification



OBSERVATOIRE
DU SAHARA
ET DU SAHEL

En partenariat avec



Construire collectivement la sécurité hydrique, un impératif

- *Augmentation des épisodes de sécheresse (fréquence et intensité);*
- *Limite des approches centrées uniquement sur l'augmentation de l'offre en eau/ des réponses techniques ponctuelles;*
- *La raréfaction de la ressource interroge les modalités de partage de l'eau, la coordination entre usages et la capacité collective à organiser sa gestion dans la durée.*
- *La gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), un concept qui traduit l'idée que bien gérer l'eau, ressource limitée et vulnérable, exige de considérer l'ensemble du cycle hydrologique, les écosystèmes et la pluralité des usages (Conférence Internationale sur l'eau et l'environnement, Dublin 1992 et Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification(CNULD)).*
- *La question de l'eau reste encore trop souvent traitée sous un angle économique et utilitaire.*

1. En quoi construire une gestion partagée de l'eau à l'échelle territoriale serait utile?

- *L'eau bien commun traversé par des usages, des valeurs, des intérêts et des rapports de pouvoir;*
- *Dans de nombreux contextes de sécheresse, les difficultés tiennent moins à l'absence de solutions qu'à la coexistence de décisions fragmentées, sectorielles, et à l'impossibilité de disposer d'un espace de discussion sur les priorités collectives;*
- *Mettre en place une approche territoriale partagée de la gestion de l'eau permet de poser le doigt sur ces incohérences pour les traiter politiquement plutôt que techniquement;*
- *Une nouvelle logique s'installe : l'ensemble des usagers - agriculteurs, collectivités, services techniques, acteurs économiques, société civile – et non plus un petit groupe porteur d'intérêts, participe à la définition des règles, des objectifs et des limites d'usage.*
- *Une gestion collective encourage l'anticipation et la capacité collective à ajuster les choix dans le temps.*
- *Une démarche nécessaire... mais exigeante :La gestion partagée de l'eau n'efface ni les contraintes physiques ni les inégalités sociales.*



2. Quelles sont les contraintes qui se posent aujourd'hui en termes de gestion de l'eau en perspective de situation de sécheresse ?

- *La fragmentation institutionnelle et sectorielle ;*
- *Les conflits d'usage liés à la hiérarchisation implicite des priorités;*
- *Les inégalités d'accès au sein d'un même territoire ou d'un même secteur;*
- *Le déficit de données fiables et partagées ;*
- *Les contraintes politiques et géopolitiques;*
- *La fragilisation de la confiance dans les dispositifs de décision*



3. Des pistes pour développer une gestion plus intégrée et partagée de la ressource en eau?

- *Construire des cadres territoriaux de concertation pour désamorcer une partie des tensions liées à la sécheresse*
- *La coopération entre bassins offre un cadre pertinent pour dépasser les logiques communales ou sectorielles. Au Burkina Faso, la mise en place d'agences de l'eau et de structures multi-niveaux a permis de relier les décisions locales aux orientations nationales. Cette articulation est possible, à condition de reconnaître les règles endogènes existantes et d'accompagner les acteurs dans la durée.*
- *L'accès à des informations fiables et partagées sur l'état de la ressource apparaît comme un facteur clé de gouvernance. Grâce au développement de réseaux de piézomètres, à l'inventaire des ouvrages hydrauliques ou à la mise en place de systèmes d'information territoriaux, objectiver les diagnostics et limiter les perceptions d'arbitraire devient possible. Ils peuvent aussi servir à construire des systèmes d'alerte précoce.*



4. Là où il faut aller plus loin?

- *Instaurer à toutes les échelles une gouvernance de l'eau plus démocratique;*
- *Bâtir des politiques publiques dans le respect des limites planétaires;*
- *Faire de la transparence et de la connaissance un socle de la décision collective*
- *Investir dans les capacités humaines, sociales et organisationnelles*
- *Favoriser des mécanismes de financement inclusifs et adaptés*



D'a Désertif' actions

2026  6^{eme} édition

Pour des territoires résilients face aux sécheresses : agissons dès maintenant !

Du 25 au 28 mars 2026 à Djerba (Tunisie)

Co-organisé par



En partenariat avec



Avec le soutien financier de

